

JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

11 Boulevard Jeanne d'Arc

BP 60427

49304 CHOLET Cedex

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 août 2025

JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

11 Boulevard Jeanne d'Arc

BP 60427

49304 CHOLET Cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association JEANNE DELANOUE – LES 3 PROVINCES relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de règlement comptable.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Immobilisations financières

La note « Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement » de l'annexe expose les règles et méthodes retenues par votre association pour l'évaluation des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels. Nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Grégoire GAILLARD

Signé par Gregoire Gaillard
Le 8 janv. 2026



doc_JXqG
tx_aW1MZB0qnJob

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

OGEC JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES - CHOLET CEDEX

BILAN ACTIF

		01/09/2024 - 31/08/2025			01/09/2023 - 31/08/2024
ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Dotation Frais d'établissement			-	-
	- Dotatons Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Dotations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Dotations Concessions, brevets, licences,	-	-	-	-
	- Dotations Autres Immobilisations Incorporelles	15 905	14 735	1 170	2 342
	- Dotations Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 905	14 735	1 170	2 342
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Dotations Terrains	-	-	-	-
	- Dotations Constructions				
	- Dotations Constructions sur sol propre			-	-
	- Dotations Constructions sur sol d'autrui	613 272	517 294	95 979	19 881
	- Dotations Installations techniques, matériel et ou	2 989 849	2 117 591	872 258	862 632
	- Dotations Autres Immobilisation Corporelles	1 513 445	1 182 596	330 850	347 357
	- Dotations Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Dotations Biens reçus par legs ou donations destin	-	-	-	-
	- Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)			-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 116 567	3 817 481	1 299 086	1 229 870
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Dépréciation Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Dépréciation Participations	7 605 617	-	7 605 617	7 590 342
	- Dépréciation Créances rattachées à des participati			-	-
	- Dépréciation Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	- Dépréciation Prêts	70 141	-	70 141	88 612
	- Dépréciation Autres Immobilisations financières	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 675 758	-	7 675 758	7 678 953
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	12 808 229	3 832 216	8 976 014	8 911 166
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	26 444	-	26 444	26 550
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	2 727	-	2 727	40
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes	657 572	7 661	649 911	848 674
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Personnel et organismes sociaux	-	-	-	70
	- Etat et autres collectivités publiques	59 294		59 294	145 326
	- Autres créances	368 902	-	368 902	309 478
	TOTAL CREANCES	1 085 768	7 661	1 078 107	1 303 548
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	4 358 248	-	4 358 248	3 473 277
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	36 660	-	36 660	34 098
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	7 509 847	7 661	7 502 186	6 837 513
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)		-	-	-	-
PI PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)		-	-	-	-
Ecart de conversion actif (V)		-	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		20 318 077	3 839 877	16 478 200	15 748 679

OGEC JEANNE DELANOUÉ - LES 3 PROVINCES - CHOLET CEDEX

BILAN PASSIF

		01/09/2024 - 31/08/2025	01/09/2023 - 31/08/2024
PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	588 839	538 800
	Fonds propres complémentaires	-	-
	Valeur du patrimoine intégré		
	Apport sans droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immob		
	Subventions d'investissement affectées à des biens		
	Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de		
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	588 839	538 800
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Réserves pour investissements		
	Réserves de trésorerie		
	Autres réserves	9 500 000	9 500 000
	TOTAL RESERVES	9 500 000	9 500 000
FONDS ASSOCIATIFS	REPORT A NOUVEAU	2 625 545	1 624 654
	RESULTAT DE L'EXERCICE	584 848	1 062 994
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	13 299 232	12 726 449
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
	Apports avec droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immob		
	Subventions d'investissement affectées à des biens		
	Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de		
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	-	-
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES		
	Subventions d'investissement	-	-
	Subventions d'équipement	648 882	646 379
	Subventions d'investissement reçues avec obligatio		
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	260 906	191 173
	Autres subventions d'investissement		
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	909 789	837 552
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	DROITS DES PROPRIETAIRES (PRÊT A USAGE)		
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	909 789	837 552
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	14 209 021	13 564 001,06
FONDS REPORTES ET DEDIES	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	-	-
	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	230 357	206 200
	Provisions pour charges		
	Provisions pour pensions et obligations similaires		
	Provisions pour gros entretien		
	Autres provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS (III)	230 357	206 200
	FONDS DEDIES		
	DETTE		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	504 708	689 484
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	43 960	50 992
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	797 714	704 420
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	119 570	121 313
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
	Autres dettes	278 724	127 733
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	294 147	284 535
	TOTAL DETTES (IV)	2 038 822	1 978 478
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	16 478 200	15 748 679

COMPTE DE RESULTAT OGEC JEANNE DELANOUE CHOLET CEDEX

01/09/2024 - 31/08/2025

01/09/2023 - 31/08/2024

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	177 354	166 089
Ventes de biens et services	0	0
Ventes de biens	20 462	19 809
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de produits et marchandises, travaux, étude	0	0
Ventes de prestations de service	5 446 740	5 382 329
dont parrainages	0	0
Participation des familles	0	0
Produits des activités annexes	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs	0	0
Concours publics et subventions d'exploitation	2 363 120	2 077 708
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	0	0
Subventions d'exploitation	0	0
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	3 288	2 499
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisos	1 802	3 114
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	27 338	626
TOTAL I	8 040 103	7 652 173
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	18 012	36 997
Variation de stock	106	-4 466
Achats de matières premières et autres approvision	0	0
Variation de stocks	0	0
Autres achats et charges externes	3 500 490	3 035 515
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	160 284	130 241
Salaires et traitements	2 610 093	2 451 202
Charges sociales	899 178	838 926
Dotations aux amortissements des immobilisations	302 607	259 500
Dotations aux amortissements des immobilisations	0	0
Dotations aux dépréciations des immobilisations	0	0
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	0	0
Dotations aux provisions	27 310	12 118
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	3 265	3 094
TOTAL II	7 521 345	6 763 126
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	518 759	889 047
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	98 128	73 400
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	98 128	73 400
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	15 121	17 732
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	15 121	17 732
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	83 007	55 669
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	601 765	944 716

COMPTE DE RESULTAT

OGEC JEANNE DELANOUE CHOLET CEDEX

01/09/2024 - 31/08/2025

01/09/2023 - 31/08/2024

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 875	5 592
Sur opérations en capital	0	143 467
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	3 875	149 059
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0	18 695
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	0	18 695
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 875	130 364
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	20 792	12 086
Total des produits (I + III + V)	8 142 106	7 874 633
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 557 258	6 811 638
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	584 848	1 062 994

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	886	0
TOTAL	886	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	886	0
TOTAL	886	0

ANNEXE

L'association OGEC JEANNE DELANOUE LES 3 PROVINCES a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité National de l'Enseignement Catholique, et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion Économique, financière et sociale d'un ou plusieurs Etablissement(s) il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet Éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'association pourra se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, l'apprentissage, et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

Elle pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

Elle pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Total du bilan : **16 479 799.80 €**

Résultat : Excédent de **584 848.24 €**

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03) et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels.

L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n°2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023. Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois au comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc..) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc..). Les incidences financières et de présentation sont les suivantes :

Jusqu'à l'exercice précédent, les reprises de subventions étaient enregistrées en produits exceptionnels (compte 777).

À compter de l'exercice 2024/2025, ces reprises sont désormais comptabilisées en **produits d'exploitation (compte 74)**, afin de **mieux refléter leur nature courante et d'assurer une meilleure cohérence avec les amortissements des biens financés**.

Ce changement de méthode comptable n'a pas d'incidence sur le résultat net de l'exercice, mais il modifie la présentation du compte de résultat entre la partie "exploitation" et "exceptionnelle".

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Agencements et aménagements des constructions	:	5 à 10 ans
- Matériel et mobilier scolaire	:	3 à 10 ans
- Matériel informatique	:	5 à 7 ans
- Matériel de transport	:	4 ans
- Mobilier	:	5 à 10 ans
- Logiciels	:	3 à 7 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Stock et V.M.P.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Les VMP sont évaluées suivant la méthode premier entré premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable par l'association sont inscrites directement dans les fonds associatifs. Elles font l'objet d'un droit de reprise annuel.

Les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable par l'association sont inscrites au compte "Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables" et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement de ce bien.

Provision Indemnité retraite

Le calcul a été effectué à partir des tables d'espérance de vie de l'INSEE, et avec un départ à la retraite à 64 ans, un taux de progression des salaires de 1.5 %, un taux d'actualisation de 1.5 % et un taux de charges patronales de **38.47 %** pour les salariés du CFC (essentiellement cadres), de **39.36 %** pour les salariés du lycée et de **11,14 %** pour les salariés de l'école (influence de l'apprentie).

Le calcul de la provision pour IDR tient compte de la rénovation de la Convention Collective des Salariés de l'Enseignement Privé :

- 1/2 mois pour les salariés ayant moins de 5 ans d'ancienneté
- 1 mois pour les salariés ayant atteint 5 ans d'ancienneté
- 1,5 mois pour les salariés ayant atteint 10 ans d'ancienneté
- 2 mois pour les salariés ayant atteint 15 ans d'ancienneté
- 2,5 mois pour les salariés ayant atteint 20 ans d'ancienneté
- 3 mois pour les salariés ayant atteint 25 ans d'ancienneté
- 3,5 mois pour les salariés ayant atteint 30 ans d'ancienneté
- 4 mois pour les salariés ayant atteint 35 ans d'ancienneté

Cotisations

Le fait générateur retenu pour la comptabilisation des cotisations est l'appel de cotisation, indépendamment de leur encaissement.

Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas comptabilisé les contributions volontaires en nature. En effet, la nature diverse de ces contributions, leur caractère irrégulier ainsi que l'absence d'outils permettant une évaluation fiable ne permettent pas une valorisation conforme aux exigences des règles comptables.

Faits significatifs durant l'exercice :

L'OGEC Jeanne Delanoue Les 3 Provinces a fusionné avec l'OGEC Notre Dame du Chêne Rond en date du 01/0/2024 (par fusion absorption).

2. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs Brutes	A l'ouverture	Fusion Ogec NDCR	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immob. Incorporelles	15 904,90 €		- €	- €	15 904,90 €
Immob. Corporelles	4 514 129,43 €	429 248,56 €	290 794,04 €	117 605,33 €	5 116 566,70 €
Immob. Financières	7 678 953,44 €		15 275,40 €	18 470,99 €	7 675 757,85 €
- Parts de SCI PE	7 489 301,59 €		15 275,40 €	- €	7 504 576,99 €
- Autres Immo. Fin.	189 651,85 €		- €	18 470,99 €	171 180,86 €
TOTAL	12 208 987,77 €	429 248,56 €	306 069,44 €	136 076,32 €	12 808 229,45 €

Amort. Et Prov	A l'ouverture	Fusion Ogec NDCR	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immob. Incorporelles	13 562,51 €		1 172,80 €	- €	14 735,31 €
Immob. Corporelles	3 284 259,13 €	349 392,19 €	301 436,94 €	117 607,72 €	3 817 480,54 €
Immob. Financières	- €				- €
TOTAL	3 297 821,64 €	349 392,19 €	302 609,74 €	117 607,72 €	3 832 215,85 €

Etat des Créances	Montant Brut	1 an au plus	Plus d'un an
Prêt	70 140,86 €	3 545,15 €	66 595,71 €
Créances client	657 572,16 €	657 572,16 €	
Etat et créances diverses	430 923,46 €	430 923,46 €	
TOTAL	1 158 636,48 €	1 092 040,77 €	66 595,71 €

Charges constatées d'avance	31/08/2025	31/08/2024
Charges de fonctionnement	36 659,57 €	34 097,61 €

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	31/08/2025	31/08/2024
BTS ESF CPF à recevoir Mercier J	5 130,00 €	12 136,65 €
CFA Métiers Territoires Appr Lic.	56 203,00 €	22 198,30 €
Licence GESSMS à recevoir	34 303,50 €	18 042,50 €
TP CAML à recevoir	12 750,00 €	87 466,66 €
Licence MPT à recevoir	666,67 €	32 870,33 €
		67 038,00 €
TOTAL	109 053,17 €	239 752,44 €

3. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds associatifs	A l'ouverture	Fusion Ogec NDCR	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds statutaires	538 800,19 €	50 039,27 €			588 839,46 €
Subv. sans droit de repr.	- €		- €		- €
Subv. avec droit de repr.	- €		- €		- €
Fonds de réserve	9 500 000,00 €		- €		9 500 000,00 €

Résultat et report à N.	A l'ouverture	Fusion Ogec NDCR	Augmentation	Diminution	A la clôture
Report à nouveau	1 624 654,37 €	- 76 002,59 €	1 076 892,72 €		2 625 544,50 €
Résultat	1 062 994,07 €	13 898,65 €	584 848,24 €	1 076 892,72 €	584 848,24 €

OGEC JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES Comptes annuels au 31 Août 2025

Subventions	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Subvention d'investissements	953 283,59 €	208 486,67 €	100 564,31 €	1 061 205,95 €
Taxe d'apprentissage	396 625,34 €	127 167,78 €	40 979,17 €	482 813,95 €
	- €			

Amort. Subventions et Taxe App	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Amort. Subventions	306 904,59 €	105 418,97 €	- €	412 323,56 €
Amort. TA	205 451,91 €	57 434,73 €	40 979,17 €	221 907,47 €

Total Fonds propres et assimilés	<i>A l'ouverture</i>	<i>Fusion Ogec NDCR</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
	13 564 001,06 €	- 12 064,67 €	2 038 374,58 €	1 381 289,90 €	14 209 021,07 €

Intégrer la variation de la TA nette d'amortissement

Provisions	<i>A l'ouverture</i>	<i>Fusion Ogec NDCR</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Prov. pour risques					
Prov. IDR	206 199,82 €	4 507,88 €	19 649,01 €		230 356,71 €

État des dettes	<i>Montant brut</i>	<i>A - d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Emprunts	487 397,78 €	169 209,12 €	318 188,66 €	- €
Fournisseurs	797 713,73 €	797 713,73 €		
Avances Familles/Stag.	43 960,00 €	43 960,00 €		
Dettes fiscales et sociales	119 569,70 €	119 569,70 €		
Charges à payer	69 512,47 €	69 512,47 €		
Autres dettes	209 211,93 €	209 211,93 €		
TOTAL	1 727 365,61 €	1 409 176,95 €	318 188,66 €	- €
Emprunts souscrits	- €			
Emprunts remboursés	242 801,79 €			

État des cautions	<i>Montant brut</i>	<i>A - d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Cautions	17 310,00 €	8 400,00 €	8 910,00 €	
TOTAL	17 310,00 €	8 400,00 €	8 910,00 €	- €
Cautions reçues	9 200,00 €			
Cautions remboursées	7 600,00 €			

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	<i>31/08/2025</i>	<i>31/08/2024</i>
Dettes fiscales et sociales	- €	- €
Dettes Fournisseurs	- €	6 416,72 €
TOTAL	- €	6 416,72 €

Produits constatés d'avance	<i>31/08/2025</i>	<i>31/08/2024</i>
Forfait Agricole	50 117,00 €	35 783,00 €
Région	244 029,67 €	241 388,00 €
Région IFAS reçue par avance		6 664,00 €
Dépt - Aide CAP AEPE Davy		700,00 €
Taxe d'Apprentissage	- €	- €
TOTAL	294 146,67 €	284 535,00 €

ANNEXE

Effectifs salariés	31/08/2025	31/08/2024
Nombre de salariés	103	96
Equivalent temps plein (moyenne annuelle)	79,98	74,74

Évolution des effectifs élèves

	<i>Externe</i>	<i>½ Pensionnaire</i>	<i>Internes</i>	<i>TOTAL</i>
2015/2016	113	491	166	770
2016/2017	135	477	163	775
2017/2018	114	513	168	795
2018/2019	86	522	178	786
2019/2020	100	549	175	824
2020/2021	103	561	192	856
2021/2022	83	628	205	916
2022/2023	72	651	218	941
2023/2024	69	653	238	960
2024/2025	82	669	234	985

Informations complémentaires concernant la SCI Patrimoine Enseignement

Nombre de parts détenus dans la SCI par l'OGEC Jeanne Delanoue - Les 3 Provinces :	30 338
Pourcentage des parts détenus par l'OGEC Jeanne Delanoue - Les 3 Provinces	99,47 %
Montant des Capitaux Propres de la SCI Patrimoine Enseignement :	13 218 533.08 €
Résultat du dernier exercice de la SCI P.E. (arrêté au 31/12/2024) :	2 925 447.31 €
Chiffre d'Affaires de la SCI Patrimoine Enseignement	1 060 000.00 €

Engagements hors bilan

Engagements reçus : L'association FREPPEL s'est portée caution à hauteur de 100% des 2 emprunts souscrits pour le rachat des parts de la SCI et des 2 emprunts souscrits pour la résidence pour internes. Le capital restant dû à la clôture est de **487 397.78 €**.

Rémunération et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Selon l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006.

Les dirigeants bénévoles ne sont pas rémunérés et ne perçoivent pas d'avantages en nature. La communication de la rémunération des dirigeants salariés conduirait indirectement à révéler une rémunération individuelle.

Détail des éléments exceptionnels

Charges exceptionnelles	2024/2025	2023/2024
Sur opérations de Gestion		
671 Autres Charges exceptionnelles	- €	10 765,00 €
6720 Ch. Exceptionnelles sur ex. Ant.	- €	7 930,05 €
Sur opérations en Capital		
6751 VCN des immo. cédées		
6752 VCN des immo. cédées à la SCI	- €	- €
6870 Dotation amort. et prov. except.		
TOTAL	- €	18 695,05 €

Produits exceptionnels	2024/2025	2023/2024
Sur opérations de Gestion		
7718 Autres produits excepti. de gestion	3 831,09 €	2 083,15 €
7728 Produits except. sur ex. antérieurs	- €	2 643,70 €
7780 Autres produits exceptionnels	43,71 €	864,93 €
7870 Reprise sur prov. exceptionnelles		
Sur opérations en Capital		
7751 Pdts des cessions d'actif cédés à la SCI	- €	- €
7752 Produits des cessions d'actif cédés	- €	8 597,00 €
77781 Quote Part TA Equipements	- €	47 414,69 €
77788 Quote Part des subventions d'investissement virée au résultat	- €	87 455,66 €
TOTAL	3 874,80 €	149 059,13 €

Montants des concours publics et des subventions octroyés dans l'exercice			
Catégories	Libellé	Montants	Sous totaux
Communes	COMMUNES SUBV. DIVERSES	49 007,33 €	49 007,33 €
Conseil départemental 49	FORFAIT DEPARTEMENT (collège)	- €	- €
Conseil Régional Pays de la Loire	SUBVENTION REGION ENSEIGNEMENT CFC	60 067,00 €	814 720,14 €
Conseil Régional Pays de la Loire	FORFAIT REGION - PART MATERIEL	399 548,00 €	
Conseil Régional Pays de la Loire	FORFAIT REGION - PART PERSONNEL	329 899,33 €	
Conseil Régional Pays de la Loire	REGION : SUBV.GRATUITÉ LIVRES	14 477,39 €	
Conseil Régional Pays de la Loire	SUBVENTIONS DIVERSES	10 728,42 €	
Divers (Agéfiph, Pôle emploi...)	AUTRES AIDES A L'EMPLOI	19 959,50 €	19 959,50 €
Etat - Ministère Educ. Nat.	ETAT : FORFAIT EXTERNAT LP	273 850,56 €	1 269 889,57 €
Etat - Ministère Educ. Nat.	ETAT : FORFAIT EXTERNAT LT	170 373,84 €	
Etat - Ministère Educ. Nat.	ETAT : FORFAIT EXTERNAT ENSEIGN. SUP	16 704,17 €	
Etat - Ministère Agriculture	ETAT : SUBV. FONCTIONN.LYCEE AGRICOLE	691 500,00 €	
Etat - Ministère Agriculture	SUBVENTION POUR DGH - ARTICLE 44 STRUC.	110 647,00 €	
Etat - Ministère Agriculture	SUBVENTION POUR SUPPL. - ARTICLE 44 CONJ.	6 814,00 €	15 631,21 €
Etat - France Compétences	TAXE APPRENTISSAGE AFFECTEE AU FONCT.	15 631,21 €	
Europe	ERASMUS	31 058,86 €	31 058,86 €
	TOTAL	2 200 266,61 €	2 200 266,61 €

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires comptabilisés au titre de la mission de Commissariat aux comptes est de **11 016 €**.

Bénévolat

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée sur la base de l'engagement des bénévoles, essentiellement les membres du conseil d'Administration, qui consacrent 2 heures par réunion du CA et ce 4 fois par an.

Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat de 80 heures qui ont été valorisées au tarif horaire charges sociales et fiscales comprises correspondant au SMIC.

Tarif horaire charges sociales et fiscales comprises : 12.30 €

Valorisation des contributions volontaires des bénévoles : 885,73 €